

Périodique

# REFLEXIONS

## POUR UN MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE MODERNE

"Réflexions" a pour but d'inciter à la réflexion les progressistes. Les articles que nous publions sont des contributions pour en susciter d'autres. N'hésitez pas à nous écrire.

### Sommaire

P1 et 2 édito. Du CPE aux élections présidentielles.

P3. Nation, Mondialisation, Europe.

P4 Pourquoi l'offensive contre le Hamas ?

P5, 6 La Grande distribution. 33<sup>e</sup> Congrès du PCF.

Perplex.

P7, 8 .Recherche : les enjeux. Le Lobby pro-Israélien .

## Du CPE aux élections présidentielles Pour une démarche politique répondant aux exigences du mouvement populaire

**La mobilisation et la victoire contre le CPE sont pleines d'enseignements.** Il apparaît d'abord que le mouvement populaire quand il est porté par une forte détermination **peut faire reculer le pouvoir** même dans le contexte actuel. Ce n'était pas évident après les échecs relatifs de la lutte sur la réforme des retraites et de la branche santé de la Sécurité Sociale. La convergence des mobilisations lycéenne et étudiante avec celle des salariés et de leurs organisations syndicales a été fondamentale pour cette victoire. La détermination des jeunes a été impressionnante et montre que la jeunesse ne correspond pas à l'image que nous en donnaient la plupart des médias depuis plusieurs années, c'est-à-dire imperméable aux idéologies et aux luttes sociales. **La lutte des classes est toujours d'actualité : les salariés en place et les futurs salariés n'ont pas accepté le diktat du Capital.**

De plus, **ce qui s'est passé en France a eu des échos dans toute l'Europe** et même au-delà. Ce n'est pas vraiment l'image d'un pays irréformable qui s'est dégagé contrairement à ce qu'ont clamé de nombreux journalistes et hommes politiques. C'est avant tout l'image d'un peuple qui défend le progrès social. De nombreux syndicats à l'étranger

l'ont noté en exprimant leur solidarité avec le mouvement en France et en se déclarant prêt à combattre les dispositifs similaires dans leur pays. La Confédération Européenne des Syndicats (CES) a apporté son soutien à ce mouvement contre la précarité et son secrétaire général a participé à la manifestation du 4 avril à Paris. Force a été de constater pour de nombreux observateurs **la convergence du mouvement contre la précarité et du vote NON du peuple français au projet de Constitution Européenne et au modèle social qu'elle mettait en avant.** La Commission Européenne et les gouvernements européens ont mesuré l'importance de ce mouvement populaire comme l'ont laissé transparaître leurs déclarations.

Le succès du mouvement contre le CPE survenant après le vote sur la Constitution Européenne est un élément de pression sur **les partis politiques « de gauche » pour qu'ils s'engagent contre la précarité et la remise en cause des garanties sociales.** Ils ont dû prendre position contre le CPE, mais il faudra faire pression pour qu'ils prennent position dans leurs programmes électoraux pour la présidentielle et les législatives contre la précarité et la remise en cause des garanties sociales. Ils ne doivent pas se contenter de

dénoncer la politique de la droite, mais ils doivent définir les moyens de la lutte contre la précarité et la concurrence sauvage entre les salariés que proposaient la Commission Européenne, Bolkenstein et autres libéraux. **Les partis politiques français auront-ils le courage de se démarquer du consensus européen actuel sur la flexibilité du travail et une politique industrielle orientée par le seul marché ? Auront-ils le courage de proposer un nouveau contrat social européen qui place les droits sociaux et l'investissement public comme éléments centraux de la politique de l'Union Européenne quoiqu'en dise le patronat ? Pour l'instant le PS ne fait pas de proposition sur la politique sociale et économique à mener en France et en Europe. Les petites phrases de Ségolène Royal peuvent inquiéter car elle laisse plutôt entendre que son modèle est la politique de Tony Blair.**

**La tentation protectionniste existe chez certains communistes et écologistes. Mais se tenir à l'écart du processus actuel de mondialisation serait un piège pour notre pays à moyen terme. En effet, ce processus n'a pas été initié par l'arbitraire des dirigeants capitalistes, mais est fondamentalement lié aux avancées scientifiques et techniques que les capitalistes utilisent efficacement. Au temps d'Internet, du TGV, de l'A380, un pays ne peut pas s'enfermer longtemps derrière ses frontières. Par contre, il serait intéressant de faire progresser en France, en Europe et**

**dans le monde l'idée qu'il est possible d'améliorer la réglementation du travail et de la protection de la santé et de l'environnement quoiqu'en disent le patronat et les autres forces « libérales ».** Bien sûr, tout ne se fera pas d'un coup, mais il est possible d'avancer. **Les salariés des pays développés, des pays émergents et des pays sous-développés ont des intérêts qui divergent sur certains aspects mais qui convergent sur d'autres** et qui convergeront encore plus à long terme.

Enfin, les partis de gauche français seront-ils capables de se dégager des jeux politiques par lesquels ils cherchent à se rassembler depuis la campagne du référendum européen sans débattre des questions de fonds sur la politique économique et sociale, l'énergie, la technologie, questions sur lesquelles persistent de nombreux désaccords et sur lesquelles ils se contentent de déclarations opportunistes et démagogiques qui entretiennent le doute sur leurs choix véritables ?

De toute façon, la victoire sur le CPE l'a bien montré : imposer des réformes progressistes, par exemple la création d'emplois stables, l'amélioration des retraites et des prestations sociales (abrogation des lois Fillon, Douste Blazy) et à plus fortes raisons des transformations sociales, suppose un mouvement déterminé, puissant, installé dans la durée, pour contraindre les forces politiques à mettre en œuvre ces réformes et les forces syndicales à rester unies dans la lutte pour les revendications

Réflexions

---

REFLEXIONS POUR UN MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE MODERNE. PERIODIQUE TRIMESTRIEL

N° 50 – mars 2006 - prix 3 euros- Abonnement 4 numéros 10 euros.

Directeur de publication : Françoise Courtin. Rédaction : Gilles Mercier

Imprimé dans nos locaux, 8 rue Hélène Boucher 94320 Thiais

Commission paritaire 74977. N° ISSN 1249.1012

Adresser la correspondance à Gilles Mercier 10 rue Champollion 94400 Vitry-sur-Seine. [Miquelmercier@free.fr](mailto:Miquelmercier@free.fr)

## Nation, Mondialisation, Europe (II)

Le referendum a montré la permanence, au sein du PS, du clivage entre *une parole intérieure de gauche* et *un comportement de dépendance à l'égard du capital mondialisé*. Tant que cette dualité caractérisera les dirigeants de cette formation, il me semble qu'aucune alliance avec elle ne produira d'effet positif durable pour les classes populaires.

La direction du PCF croit pouvoir comprendre et maîtriser cette situation à l'aide d'*une agitation mouvementologique*. Gagnée par le spontanéisme, cette direction fait semblant de croire que la vérité sort de la bouche des enfants. La dynamique nécessaire est d'une autre nature. Elle repose notamment, selon moi, sur un mouvement de masse ayant conscience de la complémentarité entre nation et mondialisation pour traiter à fond des problèmes. Le clivage entre nation et mondialisation, banal au demeurant, ne constitue pas une liste des problèmes dont les communistes devraient s'emparer, encore moins le traitement proposé. Mais il indique des contraintes à respecter, notamment politiques, en se situant à ces deux niveaux de manière clairement distincte. Soit le problème, par exemple, de la propriété capitaliste, mentionné par *La Riposte* (02/03/06). Sa solution est indispensable à la construction d'un programme communiste. Ces camarades ont raison. Mais il devrait être *explicitement* résolu à deux niveaux. Quel impact, par exemple, pour des travailleurs allemands, aurait la nationalisation d'entreprises allemandes en France ? C'est dans la profondeur des convictions *sur ces deux plans* que prendra consistance l'aptitude à défendre dans la durée démocratie et bien-être, en liaison avec les classes populaires des autres pays.

Or le PCF est loin du compte. En septembre 2004, Elisabeth Gauthier, membre du CN, déclarait au forum de Mumbai : « *Lorsqu'on nous propose de centrer la bataille sur la défense des Etats-nations, c'est une vision dangereuse...Elle risque de donner de la place aux droites populistes et extrêmes qui construisent leur discours « antiglobaliste » sur l'idée de la nation renfermée et forteresse égoïste* » (*L'Humanité*, 09/09/04). L'idée principale est énoncée ici sans détour. La lutte nationale serait populiste. Je crois que cette camarade a tort. C'est avec une telle conception que le PCF (et les autres) ont, selon moi, raté la consolidation politique de mai 2005. Au lieu d'analyser ce refus de la constitution européenne comme un sursaut national et de lutter en conséquence, les organisations du « non de gauche » se sont lancées dans le comptage des voix

*du peuple de gauche*, curieuse notion en vérité, abandonnant ainsi *le peuple de droite et d'extrême droite* à la xénophobie, sans donner d'ailleurs de perspective à la gauche. Pourtant « nation » ne rime pas avec Villiers ou Le Pen, et pas davantage avec « bas du plafond ».

Le positionnement national de la lutte des communistes paraît indispensable pour au moins cinq raisons. 1) *Une raison pratique*. C'est dans le cadre national que sont posés la plupart des problèmes rencontrés par les classes populaires. 2) *Une raison de lutte politique courante*. La nation, et même l'Etat nation, correspondent à un tout autre contenu que celui défini par l'extrême droite ou le « patriotisme économique ». 3) *Une raison d'urgence*. Les menaces pesant aujourd'hui sur le fait national sont des menaces sur la démocratie. 4) *Une raison historique*. La nation sous sa forme moderne actuelle n'a pas été octroyée. Elle a été conquise par le peuple. Lorsqu'elle est mise en échec, c'est à son détriment. 5) *Une raison d'avenir*. La nation ne s'identifie pas à un seul territoire. C'est avant tout *une forme politique*, caractérisée par des principes de justice, de laïcité, de solidarité et de démocratie. Au plan européen, ces principes sont généralisables et améliorables. Récemment, Leïla Cukierman (*L'Humanité*, 09/03, p.6) exprimait de belles pensées sur *l'universel de l'hominisation*. Je pense qu'elle a certainement raison. Mais sa réflexion suppose d'être concrétisée à court et moyen terme. L'homme est encore un animal spatial.

L'expérience des années 1980 rappelle cependant qu'on ne peut envisager de repli national. Les communistes tentés par ce repli estiment que la mondialisation est capitaliste. Mais *entièrement mise en œuvre par le Capital*, elle n'est pas *de nature uniquement capitaliste*. Elle n'est donc pas réversible grâce aux luttes, avec retour au camp de base national comme au jeu de l'oie. Réclamer la sécession de l'Europe paraît de plus illusoire. C'est dans ce cadre, même s'il est vérolé, que nous sommes obligés de nous battre, avec les armes complémentaires de l'internationalisme prolétarien et de la lutte nationale.

La mondialisation ne fait pas disparaître les nations, même si les forces capitalistes œuvrent à leur privatisation. Cela souligne encore plus l'importance du fait national. Susceptible d'évoluer dans ses frontières en raison des forces productives, la nation demeure primordiale et moderne dans son contenu.

Jean-Claude Delaunay



## Pourquoi l'offensive internationale contre le Hamas

**L'annonce de la suspension de l'aide de l'UE** (qui s'est alignée sur les EU) à l'Autorité Palestinienne éclaire le fond de la politique européenne.

En fait, les EU et l'UE mettent en œuvre une politique convergente avec celle d'Israël, celui-ci se réservant le blocus économique et la pression militaire.

Quant aux Etats arabes, ils s'alignent de fait, chacun selon leur situation (l'aide arabe au peuple Palestinien "tard" à se mettre en route, mais ce n'est pas nouveau !).

Les EU et l'UE conditionnent la reprise de leur aide à :

- La reconnaissance d'Israël
- La renonciation à la violence
- La reconnaissance des accords signés

**Ces trois conditions escamotent complètement les causes structurelles du conflit à savoir l'occupation de la Palestine et le refus de reconnaître les revendications légitimes du peuple palestinien. Elles ignorent les résolutions de l'ONU sur la question palestinienne (résolution sur les réfugiés, sur les colonies...). Elles tournent le dos au Droit.**

**Par contre, les réponses du Hamas** à ces trois conditions ont le mérite de s'appuyer sur le Droit.

- Reconnaissance de l'Etat d'Israël, oui mais avec sa réciproque : reconnaissance d'un Etat palestinien viable, car la reconnaissance d'Israël par Arafat n'a apporté aux Palestiniens que la poursuite de la colonisation.

- Accords d'Oslo : qu'Israël commence à les appliquer, car il est vrai que les concessions palestiniennes sans réciprocity ont conduit à la situation actuelle. Les Palestiniens n'ont revendiqué que 22% de la Palestine mandataire, alors qu'Israël n'a pas cessé de les violer (colonies, blocage des villes...).

- Renonciation à la violence C'est le droit fondamental d'un peuple occupé à résister y compris par les armes (charte de l'ONU) - ce qui est différent des attentats contre les civils - Voir la Résistance française et l'attentat contre un officier allemand par le colonel Fabien. Le Hamas propose d'ailleurs une trêve de longue durée et il respecte depuis un an une trêve unilatérale alors qu'Israël poursuit son agression.(assassinats, mur...).

**De son côté, Israël** affirme sa volonté de fixer unilatéralement ses frontières en annexant une grande partie de la Cisjordanie, vidée, par la force, de ses habitants ? Il fait de l'unilatéralisme à la Bush, sans que cela suscite beaucoup de murmures dans la "communauté internationale".

En fait, l'UE se rallie à l'unilatéralisme et c'est là le fait nouveau. C'est grave au moment où les EU veulent nous entraîner dans une guerre contre l'Iran !

**Les arguments de l'UE sont irrecevables du point de vue du Droit !**

En fait, le soutien financier à l'Autorité Palestinienne avait plusieurs objectifs :

- Entretenir la fiction d'une entité palestinienne sans Etat défini.
- Désengager les puissances occidentales du coût de la gestion directe de l'occupation israélienne
- Faire jouer à l'AP le rôle de "chien de garde", en fermant les yeux sur le tour autoritaire pris par l'AP et sur la corruption régnante.

La colonisation israélienne va plus loin que la colonisation type classique pratiquée par l'Angleterre, la France...: ses frais d'occupation sont financés par les puissances occidentales ce qui permet à Israël de développer celle-ci.

**Ce n'est pas désintéressé** : il y a des intérêts communs entre ceux qui occupent (Israël) et ceux qui financent (EU, UE) dans le cadre d'un système de domination au niveau mondial ;

**la morale et le Droit n'ont pas leur place**

Malgré la gymnastique de Chirac et du gouvernement, la position française est semblable. La France veut utiliser l'aide" pour faire plier le Hamas et le peuple palestinien. Ne cherche-t-elle pas en ce moment, sous le vocable humanitaire et sous le prétexte de contourner le Hamas, à verser cette "aide" par de nouveaux "canaux"( Banque, ONG ?) directement à Mahmoud Abbas et à son administration présidentielle. Oubliée la corruption qui a régné sous le Fatah ! La France voudrait faire jouer au Président de l'A.P. le rôle assumé par celle-ci jusqu'à présent. Les paroles et les concessions mineures de la France ne sont là que pour donner le change, avec la complicité des Etats arabes. Dans le rôle de Tartuffe, la France (Chirac, le gouvernement, les partis politiques ...) est reine: inquiétude, commisération, humanitaire...les mots ne manquent pas. Pendant ce temps, concrètement, on s'aligne sur les américains et l'UE! Nombre de multinationales françaises, dépitées de ne pas être invitées au marché irakien aspirent à conquérir des marchés lucratifs avec Israël, fût-ce en Palestine occupée. Le gouvernement français plaçant alors comme ce fut le cas pour la construction du tramway à Jérusalem, "une affaire commerciale privée qui ne le regardait pas", même s'il en a favorisé l'avènement.

L'aide économique a contribué, par la dépendance et la corruption, à l'abandon d'une politique de résistance au profit d'une politique de négociations et de concessions sans principe. Elle facilite l'accomplissement de la colonisation israélienne et en fait procure des soins palliatifs à l'ethnocide du peuple palestinien pour que son agonie se fasse en douceur.

**La décision actuelle contre le gouvernement du Hamas fait partie d'une politique délibérée.** Le Hamas n'est qu'un prétexte. D'ailleurs, Arafat fut longtemps considéré par Israël comme un terroriste avant d'être séquestré pour mourir, malgré toutes les concessions qu'il avait faites !

**Dans l'évolution de la situation internationale autour de l'Iran, la politique de résistance annoncée par le Hamas est un obstacle à abattre par l'axe Washington-Tel Aviv, rallié par l'UE.**

Les médias comme d'habitude font leur sale boulot escamotant l'attitude modérée du gouvernement palestinien dirigé par le Hamas et les propositions somme toute raisonnables qu'il fait.

Ce qui étonne, c'est l'attitude, face à cette situation, de ceux qui prétendent défendre le peuple palestinien. Quelle discrétion d'organisations considérées comme proches des Palestiniens (partis, syndicats ...) ! Qu'en est-il de la solidarité internationale ?

René Malzieu

## La grande distribution : **Elément clef de la dérégulation, de la mondialisation capitaliste et de la prolétarisation du monde agricole.**

**Jusque dans le courant des années 60**, le commerce de distribution reposait sur le petit commerce artisanal ou des chaînes de distribution de taille moyenne comme Goulet Turpin. La grande distribution va connaître son essor dans les années 70. Son apparition marque l'intrusion du capital dans le commerce de détail. Le capital ne va pas se contenter de vendre les marchandises, il va structurer le marché, imposant ses conditions aux producteurs, (prix, marchandises à produire). La phase d'essor a été suivie d'une phase de concentration qui n'est pas terminée. 7 enseignes (Carrefour, Casino, Cora, Auchan, Système U, Leclerc) se partagent le marché. Qui dit capital dit salariat, l'extension de la grande distribution s'est accompagnée de l'apparition d'un salariat qui aujourd'hui représente 60% des 3 millions de salariés de secteur. En 1966, les petites entreprises constituaient 60% des salariés du commerce de distribution, 40 ans après elles n'en constituent plus que 20%. Depuis 1993, l'emploi salarié dans le commerce progresse de façon continue à la moyenne de 2,4% grâce à la grande distribution. La progression de la grande distribution révèle si besoin est le rôle déterminant de l'Etat dans le développement du capital. La grande distribution offre de confortables « pantouflages » aux hauts fonctionnaires de l'Etat. Depuis la circulaire Fontanet de 1960, le refus de vente à un commerçant est illégal. Par cette mesure, les centrales d'achat des grandes surfaces vont progressivement imposer aux fournisseurs leurs prix et des conditions de plus en plus contraignantes les obligeant à produire à des coûts de plus en plus bas et à recourir à une main d'œuvre précarisée. Les fabricants de vêtements, de chaussures vont être amenés durant les années 90 à délocaliser leurs entreprises dans les pays du Magreb pour garder les marchés, afin d'éviter d'être déréférencés. Avec l'ouverture du marché chinois, la main d'œuvre du Magreb devient trop chère, beaucoup d'entreprises de la confection n'ont pas la masse financière pour s'implanter en Chine, qu'à cela ne tienne, la grande distribution et ses centrales d'achat vont y trouver tous les fournisseurs possibles pour une bouchée de pain. La quasi-totalité des produits non alimentaires vendus en grande surface sont fabriqués à l'étranger, essentiellement en Asie, la part de la Chine ne cessant de croître. La grande distribution est un acteur de la contre façon, dans les contrats passés avec les centrales d'achat, il est stipulé qu'après livraison d'un certain volume de marchandises ou à l'expiration d'une période donnée les centrales pourront faire fabriquer le produit où elles le veulent. La pratique des enchères inversées utilisée par l'industrie automobile pour les équipementiers, comme EDF ou France Télécom est en permanence utilisée par les centrales d'achat pour la fabrication des produits démarqués vendus sous le nom du distributeur. Sur le site internet de l'enseigne, les fournisseurs du monde entier baissent leur prix pour avoir le marché. Ce système est un accélérateur des délocalisations, de baisses des salaires

et de précarisation. 70 % des fournisseurs de la grande distribution sont étrangers.

**Pour les fruits et légumes**, les enseignes décident 5 à 6 semaines avant la récolte des prix qu'elles proposeront à leur client et passent des contrats avec les producteurs. Si, au moment de la récolte, le cours est supérieur à celui déterminé au moment du contrat, c'est tant pis pour les producteurs, si à l'inverse il est inférieur, les enseignes l'imposent aux producteurs. Elles décident des variétés à produire (standardisation des fruits et légumes). Par les conditions qu'elles imposent aux agriculteurs, elles poussent à la baisse de la qualité et à la surproduction.

Avec leurs volumes d'achat, les centrales d'achat exercent de fait un quasi-monopole à l'égard des fournisseurs. Le profit passant par la vente, les grandes surfaces sont en mesure d'imposer leurs conditions aux fabricants. C'est le client et le salarié, comme 95% des actifs sont des salariés les deux sont confondus, qui paieront. Ainsi, les fournisseurs louent à l'année le droit de vendre leur produit, c'est le système des marges arrière. Le prix payé déterminera la place dans les linéaires. L'enseigne demande à ses fournisseurs des ristournes pour regarnir les rayons. C'est le fournisseur qui paye la gestion des stocks. Les sommes ainsi extorquées représentent 30% du prix des marchandises, mais peuvent aller jusqu'à 60% comme pour la charcuterie. Les charcuteries industrielles vont répercuter leurs contraintes sur les éleveurs de porcs qui sont devenus des quasi salariés de la grande distribution qui leur fournit aliments et antibiotiques. Quel fournisseur irait se plaindre de ces pratiques ? La sanction serait immédiate : le déréférencement, c'est-à-dire la fermeture de l'entreprise, d'où la loi de l'omerta. La grande distribution c'est 90% du commerce alimentaire (65% en 1973), 50% de la vente des CD, 70% des DVD, 20% des livres. Le but ce n'est pas la culture, c'est de vendre. Les grandes surfaces n'ont en moyenne que 5000 livres référencés contre 50000 pour une librairie généraliste. Le personnel n'est pas là pour conseiller, mais pour recharger les rayons.

**Cette puissance**, les grandes surfaces l'ont acquise grâce à un privilège spécifique à la France, qui explique pourquoi elles sont aussi développées dans notre pays. Elles payent leurs fournisseurs 90 jours après livraison de la marchandise, 30 jours pour les produits maraîchers, alors que la rotation des stocks est d'une journée à 8 jours. Elles encaissent ainsi de l'argent sur des produits non payés, qu'elles font travailler dans les circuits financiers. En 2004, les 7 enseignes qui dominent le marché français ont réalisé 210 milliards d'euros de chiffre d'affaire dont 60% sont disponibles pendant 90 jours. Les enseignes de la grande distribution sont des puissances financières autant que commerciales. La puissance acquise sur le marché français leur a permis dans le courant des années 90 de s'établir dans un premier temps dans les pays limitrophes puis dans le reste de l'Europe (Les enseignes françaises ont des centrales d'achat

européennes basées en Suisse) et maintenant en Asie et en Amérique du sud. (Carrefour étant le plus implanté) ou elles structurent les filières agricoles et contribuent à la concentration de leurs fournisseurs.

La concurrence exacerbée qu'elles se livrent se traduit par une exploitation féroce du salariat. Les effectifs sont réduits au minimum absolu, peu de cadres et de salariés qualifiés, une armée de smicards dont la majorité sont des femmes dont la moitié ne travaille pas à plein temps. Parmi ces salariés, un certain nombre sont des salariés mis à disposition par les fournisseurs et les intermédiaires.

Les grandes surfaces contribuent à la concentration de leurs distributeurs, et de leurs sous traitants. Elles sont un rouage puissant de la dérégulation et de la mondialisation capitaliste. Cette réalité est complètement occultée par les altermondialistes dont les tenants du commerce dit équitable !

La suppression de leur pouvoir passe par la suppression de la loi Fontanet qui oblige le fournisseur à vendre et leur permet d'imposer leurs conditions et l'obligation de payer leurs fournisseurs deux semaines après livraison des commandes, ce qui réduira leur puissance financière.

Gilles Mercier

*Cet article a été écrit à partir du livre « La grande distribution » de Jean Bothorel et Philippe Sassier. Bourin Editeur, dont nous recommandons vivement la lecture.*

\*\*\*

## 33<sup>eme</sup> congrès du PCF, la fin programmée du Parti

M G Buffet est contente : sa stratégie a été validée par le congrès ! Mais, moins de 50 % des adhérents ont participé au scrutin sur les textes d'orientation (25 % dans le Val-de-Marne et la Seine-Saint-Denis, départements historiques). Les oppositionnels ne présentent pas d'alternative crédible, car ils restent dans la stratégie de l'union de la gauche. Le scrutin a été caractérisé par des fraudes massives. Malgré tous les filtrages, trucages, il ne s'est trouvé que 67% des congressistes pour approuver la partie du texte portant sur la stratégie. Comme dirait l'autre, il y a un malaise ! Malaise d'autant plus grand que le congrès a pris une décision politique forte, il a décidé de ne pas décider ! Le choix de la candidature est reporté à l'automne. La direction cherche à éviter une candidature communiste afin d'éviter la catastrophe électorale. Pourquoi voter PCF, puisque le Parti tient le même discours que la LCR, les Verts, et différents groupuscules sans représentativité. Comme le PCF n'est plus dans les entreprises, il ne dépend plus que de ses élus. L'alliance sans contenu prime sur le contenu des luttes. La direction du PCF va tout faire pour avoir une candidature commune dite de rassemblement antilibéral. Du côté des Verts, il n'y a pas d'espoir, les "anti-croissance" présenteront leur candidat, J Bové n'étant pas assez consensuel, il reste la LCR. C'est là qu'interviennent « les comités du non » et l'association « Alternative citoyenne » qui regroupent des responsables communistes (Braouzec, Perreux, Zarka) qui sont bien représentés au comité national du PCF et des dirigeants de la LCR et du monde associatif, beaucoup d'entre eux sont des membres actifs d'ATTAC. Ils vont au sein de leur organisation respective pousser très fort à une candidature unique. Si leur lobbying réussit au sein de la LCR, MG Buffet est sauvée. Mais ce n'est pas si simple, car se pose la question de l'appartenance politique du candidat unique. Toute cette guéguerre pour savoir qui sera le meilleur candidat pour reporter ses voix sur le candidat du PS (celui du oui de gauche) au deuxième tour de la présidentielle ! Il est très vraisemblable que les présidentielles soient une déroute pour la direction du PCF, alors se posera la question de la reconstruction du PCF, car son existence est vitale pour le salariat, mais cette reconstruction ne peut se faire que si la question centrale de la stratégie et donc des raisons du déclin est abordée.

MG

### Perplex

---

**Ségolène Royal** accapare les médias ou les médias accaparent Ségolène Royal, je ne sais pas. Toujours est-il qu'elle est en ce moment surmédiatisée. Le Monde lui fait pas mal de pub. D'après lui c'est la "force tranquille". La question est de savoir pour qui. Veux-t-on préparer une relève pour le PS au cas où les prétendants actuels ne feraient pas l'affaire? Attendons la suite. On peut déjà dire que pour le moment ses propositions concrètes brillent par leur absence. Des sourires ne suffisent pas à nous enthousiasmer. Avoir Tony Blair pour modèle, non plus.

**L'ONU** a décidé de limiter ses contacts avec le Hamas après la victoire de ce dernier aux élections législatives. Pourtant, elle avait, elle aussi, insisté sur l'importance de la tenue du processus électoral. !

Elle veut bien travailler avec lui pour les questions humanitaires... Décidément l'ONU travaille beaucoup pour l'humanitaire. mis à part que son attitude n'a rien d'humanitaire. C'est une position politique. C'est la position de l'UE et des EU à la sauce ONU. Et on sait, pour eux, ce qu'humanitaire veut dire : continuer à essayer de tenir en laisse le mouvement de résistance du peuple palestinien.

**L'horrible assassinat** d'Ilan Halimi a été surmédiatisé, chacun a pu s'en apercevoir. Mais, qui se souvient de Chaïb Zehaf abattu par un forcené raciste à Oullins ? Qui se souvient de Benoit Savéan, frappé à mort pour lui extorquer sa carte bancaire au cours de la même période ? Alors pourquoi ces différences ?

**"Que fait la France au Tchad.?"** s'interroge "ingénument" l'édito du Monde du 18 04. Il reconnaît que le Président Déby est un dictateur discrédité et qu'en fait la France mène au Tchad une politique néocolonialiste. S il n'y avait que là!

## Recherche : quels enjeux ?

La recherche constitue un enjeu majeur dans la guerre sans merci que se livrent les multinationales. La recherche permet aux industriels d'obtenir des conditions de productivité supérieures et de produire des marchandises présentant une valeur d'usage supérieure à celle des concurrents, ce qui leur permet pour une même quantité de travail d'accumuler plus de capital. Mais les dépenses de recherche amputent la part de la valeur ajoutée consacrée au profit. Comment gérer cette contradiction dans cette phase de crise structurelle où l'accumulation du capital se fait à production quasi constante ? L'Etat est le partenaire indispensable du patronat pour assujettir l'ensemble de la société au besoin d'accumulation du capital. Et ce partenariat est d'autant plus fort que le budget de l'Etat est en déficit du fait même du détournement de l'ensemble des dépenses sociales au profit de l'accumulation du capital. Depuis le milieu des années 80, les gouvernements n'ont eu de cesse d'obliger les laboratoires des organismes publics de recherche (CNRS, INSERM,...) à travailler sur les objectifs des entreprises et de l'Etat en diminuant les financements des laboratoires au profit de financements finalisés sur contrats et en développant l'emploi précaire. Mais cette politique n'a cessé de se heurter au statut des organismes de recherche qui leur assure une autonomie (relative) de leur politique scientifique et au statut de fonctionnaire des personnels qui les empêche d'être gérés comme la variable d'ajustement en fonction du plan de charge des programmes de recherche. La gauche plurielle avait essayé de casser le CNRS en le soumettant aux universités. Les universités n'ont aucune politique scientifique, leurs laboratoires sont pilotés directement par le ministère. Les méthodes d'Allègre si caractéristiques du capitalisme, ont provoqué l'opposition de l'ensemble de la communauté scientifique. Mais la gauche plurielle a légué à ses successeurs des outils qui permettent au gouvernement de gérer la Fonction publique par objectifs en ajustant la force de travail (LOLF) et au patronat de se servir du service public de recherche (Loi sur l'innovation).

**Les gouvernements changent**, les orientations fondamentales demeurent. De Villepin a entrepris ce dont tous ses prédécesseurs rêvaient : étatiser la recherche. C'est à dire : tout diriger du Ministère de la recherche en enlevant tout rôle aux organismes de recherche dans la détermination des orientations scientifiques.

Des pôles de compétitivités sont mis en place dans la plus totale opacité. Ils regroupent au niveau des régions des entreprises privées, des laboratoires publics, des collectivités locales, sur un objectif industriel qui correspond à la stratégie des entreprises dominantes de la région. Il s'agit tout simplement d'aider par les fonds publics en organisant l'appareil d'Etat les firmes capitalistes à prendre des parts de marché dans la guerre qu'elles se livrent au niveau mondial. Les 21 régions dirigées par la gauche plurielle ont montré une grande célérité dans la mise en place de ces pôles, certains présidents de région PS n'hésitant pas à approuver le gouvernement.

A ces pôles de compétitivité seront adossés des pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES). Ces pôles dotés d'une personnalité juridique regrouperont des laboratoires publics et des universités. Certains de ces pôles seront de droit privé : les campus. Les personnels du public seront mis à disposition de ces pôles. Ces pôles sont des instruments de la déréglementation puisqu'ils recruteront des CDD.

**Tout ce qui sera hors pôle sera condamné** à disparaître, puisque les financements et les créations d'emplois seront en priorité pour les laboratoires participant aux pôles de compétitivité et les PRES. Les thématiques des pôles étant définies par l'Etat, les organismes de recherche vont être réduits au rôle de gestionnaire de personnels. Ils ne disparaîtront pas tout à fait, certaines disciplines ne peuvent être gérées dans un cadre régional, comme la physique et l'espace qui font l'objet de programmes internationaux.

Ainsi l'ensemble du système de recherche académique est en cours de réorganisation autour des stratégies des firmes capitalistes. Le système universitaire n'échappe évidemment pas à cette réorganisation. Les universités haut de gamme c'est à dire ayant une composante de recherche importante seront partie prenante de ces pôles, avec bien entendu une évolution du contenu des filières lié aux orientations des pôles. Les universités n'ayant pas ou peu de recherche en seront exclus. Les diplômés délivrés par les unes et par les autres n'auront pas les mêmes valeurs sur le marché du travail.

**Le dispositif d'asservissement de la recherche publique** à la stratégie du capital et de l'Etat est complété par l'Agence Nationale pour la Recherche, par l'Institut national du Cancer. Ces agences composées de personnalités nommées, et qui bénéficient de moyens financiers considérables distribuent à des chefs d'équipes des financements contractualisés dans la plus totale opacité. C'est le règne des parrains avec leurs réseaux d'obligés. Les moyens financiers de l'ANR et de l'InCA sont tels que chaque contrat permet l'embauche d'au moins 1 CDD. Dans deux ans 8000 CDD seront ainsi embauchés, auxquels s'ajouteront les CDD des pôles de compétitivité et de recherche, et les 2000 des associations dites caritatives dont la plupart ne bénéficient d'aucune protection sociale. Ces effectifs sont à comparer aux 12000 et 2000 chercheurs statutaires du CNRS et à l'INSERM. Un tel accroissement de la force de travail précarisée permet au pouvoir politique de déployer ses stratégies scientifiques comme il l'entend. Concernant les chercheurs et les ingénieurs, l'Etat introduit les modalités capitalistes de rémunération de la force de travail en achetant les salariés par un système de prime allant de 30 à 50 % du salaire !! L'étatisation de la recherche sera achevée par la création de l'Agence de l'évaluation de la Recherche qui en lieu et place des instances des organismes de recherche composées d'une majorité d'élus évaluera avec des personnalités nommées tous les laboratoires publics et tous les chercheurs du public.

**Combattre ce système de vassalisation des structures et des travailleurs scientifiques à l'accroissement du capital repose bien entendu sur la lutte des salariés de la recherche, mais nécessite aussi une activité politique de rupture avec les gestions capitalistes des entreprises et de l'Etat**

Gilles Mercier

\*\*\*

## **Le rôle néfaste du lobby israélien aux Etats-Unis**

*Un document a été diffusé, en mars, sur le site d'Harvard, par deux chercheurs de cette université américaine, les professeurs Stephen Walt, directeur des études à la Kennedy School et John Mearshimer, professeur de sciences politiques à l'université de Chicago. Il a pour titre : "Le lobby israélien et la politique étrangère des Etats-Unis". Leurs travaux ont commencé en 2002, quand ils se sont interrogés sur la manière dont Ariel Sharon avait ignoré les demandes du Président Bush de surseoir à la réoccupation des villes de Cisjordanie évacuées suite aux accords d'Oslo, alors que cette opération portait un coup à l'image des Etats-Unis, en particulier dans les pays arabes. Cependant, le document fait trop l'impasse sur les intérêts stratégiques des EU au Moyen-Orient. Pas une publication américaine n'a accepté de publier l'essai ! Nos médias, à part un article dans le Monde, n'en ont pas parlé. ! Les associations pro israéliennes ont exigé le retrait du texte, mais Harvard a refusé.*

**L'idée centrale du texte est que le soutien total des Etats-Unis à Israël ne correspond pas aux intérêts des Etats-Unis.**

"Depuis des décennies, et en particulier la guerre de 1967, la pièce maîtresse de la politique Moyenne Orientale des Etats-Unis a été sa relation avec Israël. La combinaison du soutien constant à Israël et de l'effort lié pour répandre la démocratie dans toute la région a enflammé l'opinion arabe et musulmane et a compromis non seulement la sécurité des Etats-Unis, mais aussi celle d'une grande partie du reste du monde. Cette situation n'a pas d'équivalent dans l'histoire de la politique américaine."

D'après le document, le soutien inconditionnel à Israël s'est manifesté de multiples façons, financière, politique...

"Pourquoi les Etats-Unis ont-ils été prêts à mettre de côté leur propre sécurité et celle de plusieurs de leurs alliés pour soutenir la sécurité d'un autre Etat ?" C'est la question à laquelle essaient de répondre les deux chercheurs.

"D'un point de vue objectif, sa conduite passée et présente n'offre aucune base morale pour privilégier Israël face aux Palestiniens. Si soutenir l'opprimé était un motif irrésistible, le Etats-Unis soutiendraient les adversaires d'Israël

Les raisons stratégiques ne peuvent pas non plus être prises en compte. " Ce soutien à Israël (...) a compliqué les relations de l'Amérique avec le monde arabe. Enfin, "Israël est un handicap dans la guerre contre le terrorisme. Les Etats-Unis ont un problème de terrorisme en grande partie parce qu'ils sont de si proches alliés d'Israël et non l'inverse."

**"Si ni les arguments stratégiques ni les arguments moraux ne peuvent expliquer le soutien de l'Amérique à Israël, comment l'expliquer ?" interrogent les auteurs.**

"L'explication est le pouvoir inégalé du Lobby Israélien : Une coalition d'individus et d'organisations qui travaillent activement pour orienter la politique étrangère des Etats-Unis dans une direction pro-israélienne. Les activités du Lobby ne sont pas une conspiration." Il fait ce que font d'autres Lobbies, mais le fait beaucoup mieux. Il exerce une grande influence sur le processus politique. D'autant plus que "les groupes d'intérêts pro-arabes sont faibles". Il joue sur la désinformation et l'indifférence de la population. Une des armes les plus puissantes du Lobby est l'accusation d'antisémitisme. Toute personne qui critique les actions d'Israël a de forte chance d'être traitée d'antisémitisme. C'est "un nouvel antisémitisme qui équivaut à la critique d'Israël.". "Un pilier-clé de l'efficacité du Lobby est son influence au Congrès où Israël est pratiquement immunisé de critique".. Pourtant "un sondage de mai 2003 indiquait que plus de 60% des Américains étaient disposés à retirer l'aide si Israël résistait à la pression des Etats unis pour régler le conflit"

Le Lobby a poussé les Etats unis à refuser de traiter avec Arafat, à faire la guerre à l'Irak alors que " la plus large communauté juive américaine n'y était pas favorable". Il pousse les Etats unis à s'en prendre à la Syrie et à l'Iran, Les Etats-Unis" n'aurait pas à s'inquiéter autant "de la menace Syrienne et iranienne s'il n'en allait pas de la sécurité d'Israël. Le Lobby utilise un large éventail de méthodes pour faire prévaloir ses vues et il possède de gros moyens financiers. Or, "L'argent est critique dans les élections américaines."

Le Lobby "règne dans les médias" et ne veut pas de débat public ; ni de reportages défavorables à Israël. Il intervient fortement dans les Universités. Il a fait pression sur les analystes de la CIA " à propos de l'Irak. Il n'hésite à organiser le harcèlement, par courrier (électronique ou non), ou par téléphone, pour arriver à ses fins.

"L'influence du Lobby pose plusieurs problèmes" du point de vue de l'influence des Etats-unis dans le monde en particulier au Moyen-Orient du point de vue de la démocratie, du point de vue de la morale...

Les auteurs voient une lueur d'espoir" dans le fait que les effets nuisibles du Lobby sont de plus en plus difficiles à cacher".

Un "débat ouvert exposerait les limites d'un soutien américain à une seule partie"

---

**Aider-nous, verser pour Réflexions :CCP 4210612T033**